

## Cimentage de la ségrégation israélienne : le rôle de la Banque Mondiale

par Jamal Juma Le 5 novembre 2006

A travers la violente occupation de l'Irak, les USA posent les bases pour davantage dépouiller l'économie du Moyen-Orient dans l'intérêt de leurs entreprises. Les pays une fois protégés par les revenus pétroliers prévoient de signer des accords bilatéraux menant au Middle East Free Trade Agreement (MEFTA : accord de libre-échange au Moyen-Orient). Le MEFTA imposera la politique des marchés libres qui a asservi d'autres régions du Sud du monde au capital international. En Palestine, la Banque Mondiale a joué un rôle clef en facilitant la coopération du capital international avec l'occupation.

En Palestine, les puissances internationales sont désireuses de mettre en application des plans pour utiliser le dispositif de ségrégation de l'occupation israélienne -- particulièrement l'infrastructure créé par le Mur de Ségrégation -- pour établir des zones industrielles garantissant la dépendance et l'exploitation économique des communautés palestiniennes au contrôle de l'occupation.

Le Mur de Ségrégation est une extension dévastatrice et une accélération des politiques d'occupation, conçues pour annexer près de la moitié des terres de Cisjordanie et pour emprisonner la population restante dans moins de 12 pour cent de la Palestine historique. Jusqu'ici le Mur a détruit des milliers de dunums (8 dunums équivalent environ à un hectare) de terre, déraciné les oliviers, déplacé les familles et les communautés, et séparé les palestiniens de leur terre et d'autres palestiniens. En 2004, en dépit de la décision de la Cour Internationale de Justice (ICJ), qui a accepté l'appel palestinien pour que le Mur soit démolit et les communautés affectées dédommagées, la construction du mur a seulement été accélérée au cours de la dernière année.

### La légitimation de l'occupation

Les organismes mondiaux ont seulement amplifié leur soutien aux politiques du Mur et de l'occupation au cours de la dernière année. La Banque Mondiale contrôlée par le G8 a esquissé le cadre de cette politique dans son rapport sur la Palestine publié en décembre 2004 : « Stagnation ou Renaissance ? Désengagement israélien et perspectives économiques palestiniennes » [1].

Dans le rapport, la Banque Mondiale adopte la terminologie stratégiquement trompeuse de l'occupation pour le Mur, se rapportant à lui et à son infrastructure reliée comme à une « barrière de sécurité » ou « barrière de séparation. » Cette démarche de la Banque Mondiale cherche à légitimer la confiscation des terres palestiniennes et à obscurcir la réalité sur le terrain, où 80 pour cent du chemin destructeur du Mur s'écarte de la Ligne de l'Armistice de 1967, en séparant des palestiniens d'autres palestiniens, de leur capitale Jérusalem, de la terre, et des ressources vitales.

La vision du « développement économique » de la Banque Mondiale élude toute discussion sur l'illégalité du Mur, sur l'occupation, et sur le droit au retour des réfugiés palestiniens. Au contraire elle prend le « fait israélien sur le terrain » comme un scénario donné et pose les bases de la durabilité économique des ghettos palestiniens créés par le Mur. La Banque Mondiale pense pouvoir circonvenir les inquiétudes de l'ICJ si elle justifie le Mur comme un projet humanitaire.

Au centre de la vision de la Banque Mondiale pour un « état » palestinien prospère et couronné de succès se trouve le développement d'une économie orientée vers l'exportation, dans laquelle des fermiers palestiniens dépossédés sont exploités en tant que main d'œuvre bon marché, et dominée par les marchés et le libre échange. Les intérêts israéliens et de la Banque Mondiale fusionnent pour détruire les formes locales de commerce, les modèles viables de production agricole, et les structures sociales existantes.

L'agriculture, traditionnellement au cœur du secteur économique palestinien, est à peine mentionnée dans le rapport, sans doute parce que la Banque Mondiale se rend compte que des palestiniens seront laissés sans terre. La seule mention d'un futur pour l'agriculture dans les zones de Gaza se focalise sur l'utilisation de la terre pour la production orientée vers l'exportation, pas sur le maintien ni la consommation locale.

## Les zones industrielles

La construction d'énormes zones industrielles est au centre des propositions de la Banque Mondiale. Elles sont financées par la Banque Mondiale et d'autres donateurs, et contrôlées par l'Occupation israélienne. Ces zones envisagées forment la base du « développement » économique établi en terres palestiniennes autour du Mur. Des initiatives antérieures dans la Bande de Gaza servent de « catalyseurs » et de modèles sur la façon dont les palestiniens emprisonnés par le mur peuvent être mis au travail dans les zones industrielles.

Les institutions internationales de financement proposent une série de zones industrielles nouvelles ou revigorées. On trouve en premier parmi celles-ci la zone de la « Ligne Verte », qui sera localisée dans des emplacements proches de, ou sur, la Ligne Verte [2], avec des sites près de Jénine, de Tarkumiya et de Rafah, qui ont déjà le soutien de plusieurs firmes européennes et US. Les portes construites sur les 20 pour cent du Mur qui tombent sur la Ligne Verte sont indispensables aux plans de la Banque Mondiale, car les portes existantes faciliteront leur capacité à financer des points de contrôle de haute technologie [3], pour le transit des marchandises et le contrôle des gens, malgré les barrières juridiques provenant de la décision de l'ICJ. En outre, des parcs industriels sont projetés dans les « Zones de Jointures » en terres palestiniennes isolées derrière le Mur de Ségrégation et la Ligne Verte. Étant donné que 80 pour cent du Mur s'écarte de la Ligne Verte, il y a place pour différents projets sur les terres isolées confisquées par l'Occupation israélienne.

Un lieu se détachant dans le rapport de la Banque est le soi-disant Parc de la Paix de Tulkarem dont la construction est déjà en cours. La construction a impliqué l'usage d'environ 600 dunums (75 hectares) de terre des villages de Irtah et de Farun, qui ont été confisquées par le Mur.

Les zones industrielles sont conçues pour servir les besoins des marchés de l'industrie israélienne, que ce soit en faisant le maximum de production destructrice du point de vue environnemental dans les territoires palestiniens, ou en fournissant de la main d'œuvre bon marché. En plus ces territoires bénéficieront à l'Occupation israélienne à l'étranger, les marchandises « Made in Palestine » ayant des conditions commerciales plus favorables sur les marchés internationaux [4].

Et tandis que l'Occupation israélienne projette de cesser de fournir des permis de travail en 2008, supprimant environ 30.000 emplois palestiniens (s'ajoutant à la main-d'œuvre potentielle dans des zones industrielles), la Banque Mondiale en tant qu'élément du plan d'ensemble économique encourage l'émission de quelques laissez-passer de sorte que l'économie de l'Occupation puisse profiter davantage des palestiniens.

## Le travail emprisonné

À travers le Mur de Ségrégation, l'Occupation et les institutions internationales de financement visent à cimenter plusieurs réalités dans le futur palestinien. La principale parmi ces dernières est la mise en ghetto des palestiniens et son maintien à long terme.

Cette vision post-Mur inclut le contrôle complet des mouvements palestiniens. Le rapport propose des portes et des points de contrôle militaires de haute technologie, par lesquels les palestiniens et les exportations pourront être commodément transportés et contrôlés. Cela sera complété par un « système d'acheminement » de routes murées et de tunnels pour canaliser les ouvriers palestiniens vers leur travail, tout en leur refusant simultanément l'accès à leur terre qui se trouve autour d'eux à l'extérieur des bantoustans [5] créés par le Mur.

La banque mondiale place ces conditions d'emprisonnement dans un scénario d'exploitation des ouvriers, qui seront canalisés par le système de contrôle de l'Occupation. Les bagnes seront l'une des seules possibilités des Palestiniens pour gagner une vie recluse dans les bantoustans disparates de l'ensemble de la Cisjordanie. La Banque Mondiale déclare :

« Dans un environnement d'exploitation amélioré, les entrepreneurs palestiniens et les investisseurs étrangers rechercheront le terrain industriel avec des services d'entretien et une infrastructure de soutien. Ils chercheront aussi un régime de contrôle avec un minimum de bureaucratie et des

procédures claires pour mener les affaires. Les zones industrielles, en particulier celles aux frontières des territoires palestinien et israélien, peuvent remplir ce besoin et jouer ainsi un rôle important en supportant l'exportation basée sur la croissance. »

On peut présumer que l'allusion à la bureaucratie de la Banque Mondiale veut dire des syndicats, un salaire minimum, de bonnes conditions de travail, la protection de l'environnement et autres droits des travailleurs, qui seront plus flexibles que ceux du monde « développé ». La banque mondiale déclare explicitement que les salaires actuels trop élevés pour la région des palestiniens « compromettent la compétitivité internationale » même si les salaires nuisent à seulement un quart de la moyenne en Israël. Sur l'occupation militaire et l'expulsion forcée, les Palestiniens doivent être les sujets d'un colonialisme économique commun dans tout l'hémisphère Sud , qui inflige pauvreté et misère.

#### La complicité des transferts

Les gouvernements du G8 ont montré un vif intérêt pour ce projet de déplacement, d'emprisonnement, et d'oppression des communautés palestiniennes au prétexte de développement et de l'aide humanitaire. Pour l'infraction à la décision de la Cour Internationale de Justice, les USA ont déjà contribué de 50 millions de dollars à la construction de portes dans ces prisons pour « aider » à servir les besoins des palestiniens. Peut-être plus dérangeante est la normalisation de tels arrangements brutaux dans les programmes des donateurs (tels que l'USAID), qui introduisent des projets motivés politiquement sous la rubrique de l'aide humanitaire.

La Banque Mondiale, accompagnée des USA et d'une partie importante de la communauté internationale, utilise l'Autorité Palestinienne (PA) comme une institution à travers laquelle ces politiques peuvent être mises en application et pour créer un « environnement attractif pour les investisseurs ». La PA est investie du rôle d'un garde-chiourme, empêchant les palestiniens de défendre leurs terres et leurs droits. La responsabilité de la PA envers son peuple nécessite qu'elle se dresse contre ces projets --non en les « modifiant » ou en les « soutenant seulement partiellement », mais en s'opposant complètement à eux.

#### Le droit à l'existence

Les zones industrielles et les bantoustans ne sont pas des idées nouvelles ; ils évoquent les modèles capitalistes raciaux promus par l'apartheid en Afrique du Sud dans des bantoustans comme Ciskei [6] et Bophuthatswana [7]. Ils reflètent le choix conscient de la Banque Mondiale pour soutenir les besoins et la vision de l'Occupation qui nécessite la destruction de la nation palestinienne. Tandis qu'elle épouse la politique des marchés libres et du libre échange, la Banque Mondiale n'est pas intéressée par la création d'un peuple libre. Bien au contraire -- ses intérêts sont mieux servis en maintenant les palestiniens en esclavage économique.

Le refus de la communauté internationale et des institutions financières d'œuvrer en vue d'exécuter la décision de la CJI de démolir le Mur, et d'assurer le respect des droits palestiniens, a atteint un coût humain énorme. Néanmoins, contre cette réalité triste et accablante, les communautés palestiniennes défendent activement leur droit à exister. Les palestiniens mettent en application la décision de la CJI de leurs propres mains. Dans des villages comme Bil'in, les fondations en ciment du Mur ont été démantelées physiquement par l'activité de la résistance.

Les villages se mobilisent dans des manifestations régulières contre la construction du Mur au milieu des violentes représailles des Forces d'Occupation et continuent à adresser leur protestation au delà des frontières de ces prison, vers la communauté internationale dans son ensemble. Comme l'histoire l'illustre de nombreuses fois, la tentative de pacifier la résistance à l'Occupation essuiera toujours un échec de la volonté acharnée d'un peuple pour l'autodétermination.

Maintenant plus que jamais il est crucial que les mouvements intensifient les efforts pour isoler la ségrégation israélienne et pour soutenir les palestiniens dans leur lutte pour leur terre. Il est important d'être préparé à résister à de nouveaux assauts déguisés en « développement » ou en « aide », et se tenir derrière les demandes intransigeantes d'un mouvement palestinien, non pour de confortables ghettos ou des murs colorés mais pour la libération et la justice.

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=JUM20061105&articleId=3708>

Jamal Juma est coordonnateur de la campagne contre le mur de ségrégation des palestiniens (stopthewall.org). Pour de plus amples informations sur la Banque Mondiale voir :

<http://stopthewall.org/factsheets/920.shtml>

Original : <http://www.leftturn.org/Articles/Viewer.aspx?id=766&type=M>

Notes du traducteur

1- Rapport de la Banque Mondiale de décembre 2004 - « Stagnation or Revival ? Israeli Disengagement and Palestinian Economic Prospects » (Stagnation ou Renaissance ? Désengagement israélien et perspectives économiques palestiniennes). Le rapport comporte cinq documents accessibles ici :

<http://domino.un.org/UNISPAL.nsf/db942872b9eae454852560f6005a76fb/d0efbc4a63d5fca485256f5e006d2909!OpenDocument>

2- Ligne Verte - Dans ce contexte, désigne la frontière entre Israël et Cisjordanie :

3- Le rapport parle de systèmes biométriques.

4- Car les marchandises palestiniennes ne sont pas boycottées comme les marchandises israéliennes le sont.

5- Bantoustan - ...Aujourd'hui, le terme bantoustan a une connotation péjorative quand il est associé au nom d'un territoire ou d'une région dont les habitants sont victimes de discriminations et se sentent considérés comme des sous-citoyens dans leur propre pays :

6- Ciskei était un bantoustan de l'ancienne province du Cap en Afrique du Sud :

7- Bophuthatswana était un bantoustan du Nord-Ouest de l'Afrique du Sud :

***Traduction de Pétrus Lombard***